

Suffit-il de densifier ?

Trois réflexions sur les enjeux d'un urbanisme rural contemporain

Valérie JOUSSEAUME

UMR 6590 ESO Espaces et Sociétés

Institut de Géographie et d'Aménagement de l'Université de Nantes, France

Pour citer cet article, indiquez : Jousseume V., 2016, « Suffit-il de densifier ? Trois réflexions sur les enjeux d'un urbanisme rural contemporain », actes du colloque « La Renaissance rurale, d'un siècle à l'autre », Toulouse, 23-27 mai 2016, LISST Dynamiques Rurales / CNFG

Introduction

Bernard Kayser avait raison lorsqu'il envisageait la renaissance démographique des campagnes comme un mouvement plus vaste qu'un simple fait périurbain (1990). La « grande inspiration » des humains vers les villes avec la révolution industrielle, culmine en France en 1968 (Talandier et al., 2016). Depuis lors, la « grande expiration » est enclenchée. Nommé en ses débuts « mouvement périurbain » puisqu'il a débuté aux marges des villes, ce mouvement général de redistribution démographique ne semble pas avoir de limite.

Cette diffusion induit de nouvelles tensions sur l'usage des sols et a conduit incontestablement à un gaspillage des terres agricoles. Le débat bat son plein sur la question de la protection du foncier agricole et la densification de l'habitat, avec entre les deux la question de l'alimentation des villes. Depuis peu s'est développée une grande réflexion sur la densification de l'habitat (Bonnet, 2016), qui se prolonge par le sujet de la réhabilitation des centres-bourgs. Sans nier l'intérêt très important des échanges, il me semble que ce débat sur l'avenir de l'habitat dans les espaces moins denses, en ne parlant que de m², en oublie l'essentiel. Pour caricaturer quelque peu le propos, disons qu'il ne suffira pas de passer du pavillon au petit collectif de 2 étages pour traiter l'ensemble des enjeux contemporains de l'habitat dans les espaces périurbains et ruraux.

Cette communication, qui prolonge un propos entamé en 2014, est un essai dont le but d'élargir la réflexion (Jousseume, 2014). L'apparent oxymore contenu dans cette notion d'urbanisme rural, a la vertu de surprendre, d'interroger et de nous conduire à penser l'inconcevable. Il n'est pas radicalement innovant puisqu'il fait écho à la notion d'urbanité rurale développée par F. Poulle et Y. Gorgeu traitant de gouvernance locale (1997) et reprend des termes de D. Boutet dans un ouvrage à vocation opérationnel de 2009. Comment habiter les campagnes au 21^e siècle ? Comment envisager la relation habitante entre notre société en profonde mutation et un territoire marqué par de moindre densité et la petitesse des communautés humaines ? Cette tentative de réponse est alimentée sur une riche bibliographie et une observation de terrain continue depuis une vingtaine d'années des campagnes de l'Ouest français. Plusieurs conférences données sur ce sujet depuis 2014, auprès de nombreux élus et acteurs régionaux¹, m'ont encouragé à approfondir ma réflexion. De même que le

¹. 13 octobre 2016 : conférence « La campagne, ce nouvel eldorado métropolitain » au colloque « Centres-bourgs : se résigner ou lutter ? » organisé par le CAUE de la Charente-Maritime

. 7 juin 2016 : conférence « Les centralités : support d'un nouvel urbanisme » au colloque « Revitalisons nos centres-bourgs » organisé par l'EPF de Bretagne à Saint-Brieuc

. 10 décembre 2015 : Conférence « Inventer un urbanisme rural contemporain » à la journée Habitat "Rendre attractif l'habitat en centre-bourg" du Conseil Départemental de Charente Maritime

surprenant vif intérêt suscité par mes propos auprès des agences d'urbanisme régionales, de deux grandes fédérations d'associations du bâtiment français², m'ont conforté dans l'importance fondamentale de cet enjeu actuel.

Le plan de mon propos s'articule autour de trois facettes de la mutation de notre société. La première partie traite des enjeux du balancier démographique. La deuxième partie décline les effets du balancier des pratiques. La troisième partie tente d'extraire les conséquences urbanistiques du balancier du sens. Pour chaque partie sont déclinés la mutation, l'enjeu dans lequel elle place la société et/ou l'espace rural et les leviers pour l'action.

1 – Le balancier démographique

11. de l'exode rural à la diffusion dans les campagnes

La société française est passée d'un mouvement particulièrement lent et long d'exode rural, étalé sur 6 générations, à une diffusion depuis 2 générations de la population vers les campagnes ou les espaces dits périurbains, en réalité l'avatar contemporain de l'espace rural. Il ne s'agit nullement ici de discuter, le lourd poids démographique des villes et leur rôle économique majeur. Mais, la dynamique démographique actuelle valorise les espaces de moindre densité et ce faisant redistribue lentement les populations dans l'espace (Bermond et Jousseume, 2014a).

La France a connu une complète inversion des rythmes de la croissance démographique. En 1968, l'évolution était parfaitement corrélée à la hiérarchie urbaine : la population s'accroissait d'autant plus vite que la ville était importante. En 2012, la corrélation est inverse : plus c'est petit plus le taux de croissance est fort (Jousseume et Talandier, 2017). Cette redistribution s'appuie sur une inversion complète des moteurs de la dynamique démographique tant des villes que des campagnes (Bermond et Jousseume, 2014b). Le bilan migratoire des espaces ruraux est devenu positif. Hier réservoir de population, émetteur vers les villes, ils deviennent des lieux d'accueil. Ce renouveau rural est en partie dû à l'étalement urbain, mais il est également porté par des migrations d'agrément vers les campagnes (Talandier, 2012). À l'inverse, les villes voient se tarir la migration sur laquelle elles s'étaient développées et ne croissent que grâce à leur bilan naturel. Dans le contexte de la nouvelle économie, la métropolisation qui se traduit par une phase de reconcentration spatiale de la création de richesses mesurée en PIB, s'accompagne paradoxalement d'une rediffusion dans l'espace des populations et des revenus (Davezie, 2008).

Après la « grande inspiration » des populations vers les villes entre 1800 et 1970 en lien avec la révolution industrielle, est venue le temps de la « grande expiration », c'est-à-dire un processus de redistribution historique de la population dans l'espace en lien avec la mutation macro-économique de notre société.

. 12 octobre 2015 : Conférence "Conforter le dynamisme de la Loire-Atlantique", devant l'assemblée des élus du Conseil Départemental de Loire-Atlantique

. 3 juillet 2015 : Conférence "Inventer un urbanisme rural contemporain" au colloque "Osez la Densité", EPF Vendée, Loire-Atlantique et Poitou-Charentes

² . 30 juin 2016 : Conférence introductive à la convention annuelle de la Fédération Française de la Brique et la Tuile à Lyon

. 14 octobre 2016 : Participation à la table ronde « Cap à l'Ouest » lors du congrès annuel de COBATY aux Sables d'Olonne

12. L'enjeu d'un urbanisme en résonnance avec l'imaginaire hédoniste

L'enjeu de cette redistribution de la population sur le territoire est bien de penser d'une façon nouvelle, notre façon d'habiter. Nous avons été des paysans dispersés dans l'espace, puis des ouvriers regroupés dans des villes industrielles, demain nous serons dispersés sur le territoire mais sans être des paysans. Comment envisager l'habitat à venir ?

Lorsqu'on traverse les campagnes de l'Ouest, l'interrogation qui « saute aux yeux » du voyageur est : comment éviter le non lieu informe généralisé, la succession anarchique des pavillons et des « boîtes » de tôles, selon le terme de R. Peron (2004), aussi bien agricoles, commerciales qu'industrielles ? Pourquoi ? Parce que cela consomme trop de terre certes. Mais aussi et surtout parce que cet environnement de vie ne fait plus rêver les générations émergentes qui arrivent ou vont arriver sur le marché de l'immobilier. Déjà, les catégories sociales supérieures pour qui avaient été conçus les premiers lotissements évitent cette forme urbanistique³. Car, notre société vit aujourd'hui dans ce que le sociologue J. Viard (2002) nomme « le champ de l'imaginaire du tourisme ».

Le champ de l'imaginaire exprime nos aspirations collectives. Dans une société agraire qui extrayait péniblement sa nourriture de la terre, les lieux qui faisaient alors rêver étaient les lieux de l'abondance alimentaire sans effort. Dans la société industrielle de la fin du 19^e siècle à la fin du 20^e siècle, notre champ de l'imaginaire collectif était celui du progrès technique et de la modernité. Nos idéaux collectifs valorisaient la science, la technique, les mécanismes automatisés et des lieux tels que les villes en béton avec leur aéroport et leurs hauts buildings. Depuis une trentaine d'années, notre rêve est de nous libérer définitivement de la contingence du travail. Notre champ de l'imaginaire est celui du tourisme, il valorise les symboles et les lieux de vacances. Se sentir comme en vacances tout le temps et en tout lieu est notre idéal collectif.

Il peut être décliné à l'échelle du logement qui doit ressembler à celui des vacances avec de belles ouvertures vers le soleil et un extérieur privatif, une terrasse avec un barbecue et si possible une piscine. L'extension extérieure de l'habitat est un lieu important des relations sociales. Cet idéal peut être décliné à l'échelle des environnements de vie : on rêve de vivre au bord de la mer, dans la nature, dans un des « plus beaux villages de France » préservé de la modernité. Il se décline également dans les lieux de consommation, où l'idéal peut être résumé à l'image du marché de Provence. Ce modèle est décliné par la grande distribution qui, découpe ses hypermarchés en plusieurs magasins et métamorphose ses galeries commerçantes en rues touristiques avec terrasses de café et parasols, fontaines et palmiers. Dans l'Ouest, le groupe U commence à réinvestir les centre-bourgs. Le directeur général de la marque n'a pas hésité à affirmer⁴ que « *la meilleure des galeries commerçantes est le bourg* », rompant totalement avec la stratégie de localisation des quatre décennies passées, où les Super U se positionnait systématiquement en périphérie des bourgs créant une nouvelle polarité en concurrence directe et brutale avec le petit commerce du centre. On retrouve enfin cet imaginaire décliné dans le monde de l'entreprise. Après le Friday wear des années 90, où le salarié a été encouragé à se libérer de la cravate pour le jean et le polo en fin de semaine, on voit actuellement le secrétariat-accueil et le coin de la machine à café de l'entreprise, fusionner pour devenir une sorte de bistrot branché interne. On pourrait parler aussi dans les entreprises de la haute technologie, de la disparition du meuble bureau, remplacé par une décoration et un mobilier ludique et coloré, mimant la détente et l'effacement de la limite entre vie professionnelle et vie de loisirs. Enfin, à l'échelle régionale, on constate aussi combien les territoires touristiques après avoir attiré les touristes, puis les retraités, attirent aujourd'hui les actifs et les entreprises.

³ Dès 2010, Téléràma, hebdomadaire connu pour son élitisme culturel, a publié cette une : « Halte à la France moche ! » (n°3135). La publication dénonçait un à un tous les ingrédients de l'urbanisme propre au « champ de l'imaginaire de la modernité » qui a prévalu jusqu'aux années 1980.

⁴ Colloque « Oser la densité », juillet 2015, organisé par l'Établissement Public Foncier de Vendée, de Loire-Atlantique et du Poitou-Charentes

13. Un des leviers d'action pour l'espace rural : réintroduire la beauté dans l'aménagement

Au-delà de la seule question de la densité, l'urbanisme rural et périurbain doit donc être interrogé quant à sa forme urbaine et son intégration dans le champ de l'imaginaire qui est le nôtre. Or, jusqu'à la crise de 2008, dans un contexte immobilier en explosion, la plupart des communes rurales de l'Ouest ont persisté dans un modèle né de l'époque de la modernité, marqué par la juxtaposition de projets immobiliers de lotissements. Ces aménagements ne sont plus adaptés aux aspirations des jeunes générations, pourtant ils sont pérennes et marquent un territoire pour plusieurs décennies.

L'imaginaire touristique sous-tend la réorientation du débat vers la réhabilitation des centres-bourgs et le retour de l'humain piéton, plus à même de valoriser les aménités rurales, de même que la question de la mixité comme facteur d'intensité d'usages et donc de vie sociale. Toutefois certains leviers du projet urbain semblent peu perçus et mériteraient qu'on s'y intéresse. Il en est ainsi de la beauté, classée par F. Lenoir (2012) parmi les six valeurs fondamentales universellement partagées par tous les êtres humains (avec l'amour, la vérité, la justice, la liberté et le respect). La beauté ici n'est pas confondue au « joli ». Le poète R. Char (1948), au cœur de la guerre, écrit : « Dans nos ténèbres, il n'y a pas une place pour la beauté. Toute la place est pour la beauté ». Même si elle est difficile à appréhender, la beauté est une dimension qui doit être réintégrée à la pensée urbanistique. Car si le pittoresque et parfois le beau sont nés de la rencontre unique entre des habitants et un lieu, la modernité par sa standardisation immobilière a incontestablement transformé le laid en « mocheté généralisée » (J.-C. Pinson, 2011). Or, les études sur les conséquences des environnements sur les humains montrent que les lieux de vie dégradés encouragent leur dégradation. De même, les environnements standardisés monotones ont pour conséquences le stress, l'hyperactivité et le manque d'attention (Urist, 2016⁵). J. Urist reprend les termes du professeur B. Walker : « Génétiquement, nous sommes comme les animaux, programmés pour répondre à des sensations fortes ». Ainsi, le changement, la surprise, l'interaction agissent positivement sur notre cerveau et nos comportements. Le design urbain devrait donc mieux cerner comment il « façonne l'infrastructure émotionnelle » des habitants. L'article conclue sur l'idée qu'un aménagement conjuguant la cacophonie et la beauté sont les environnements les plus à même de rendre les habitants heureux d'y vivre et de développer des comportements pro-sociaux.

A. de Botton, dans son livre « l'architecture du bonheur » (2007), tente une passionnante définition de la beauté en architecture. Elle est une expression de nos aspirations inassouvies ; un équilibre entre des polarités opposées (sobriété / exubérance ; rustique / citadin ; féminin / masculin ; ordre / chaos ; légèreté / complexité) ; une cohérence entre toutes les parties du bâti et avec l'environnement ; la capacité d'empathie de l'architecte avec l'humain.

La première conséquence d'une telle idée serait d'inverser la logique actuelle de la rédaction des PLU. En effet, ceux-ci n'expriment que rarement un véritable projet urbain en se contentant de juxtaposer des lotissements, mais affiche en revanche un règlement tout à fait tatillon sur les pentes de toit, la distance à la rue, etc.... tendant à l'uniformité monotone. Il conviendrait d'inverser complètement la perspective pour développer un véritable projet urbain global de bourg, cadre fort et strict dans lequel serait libérée la créativité individuelle des habitants. La seconde idée est de souligner le besoin de géographes-urbanistes, d'architectes, d'agences d'urbanisme, de CAUE, en connivence avec la ruralité pour concevoir des façons d'habiter rurales et contemporaines. Qu'inventeraient des concepteurs comme Luciano Pia (créateur de cabanes urbaines dans les arbres à Turin) s'ils travaillaient pour des collectivités rurales, en empathie avec les problématiques, les héritages, les aspirations qui leur sont propres ?

⁵ Urist J., 2015, « The psychological cost of boring buildings », Science of Us, site en ligne. L'article présente et résume plusieurs travaux de recherche sur cette question.

< <http://nymag.com/scienceofus/2016/04/the-psychological-cost-of-boring-buildings.html> >

2 – Le balancier des comportements

21. De l'émancipation urbaine à la convivialité rurale

Le processus appelé « urbanisation » de la société s'est généralisé dans le dernier tiers du 20^e siècle, aidé par l'effondrement du nombre des travailleurs de la terre, en lien avec la modernisation de l'agriculture (Mazoyer et Roudart, 1997). Ce processus est associé à la modernité décrite précédemment et a été marqué par l'émancipation de l'individu. L'individualisation passait par la ville, tant il était vrai que l'enracinement et l'interconnaissance rendaient dans le passé les rapports sociaux extrêmement coercitifs dans les campagnes. Selon M. Weber (2014) l'urbanité occidentale a précisément pour fondement la rupture entre l'individu et sa communauté d'origine, souvent à fondement lignager, pour entrer dans une communauté fondée sur l'égalité de droits. La modernité est également passée par la généralisation progressive du salariat, du confort, de la consommation de masse, de la mobilité individuelle grâce à la voiture, ... Les lieux symboliques étaient les villes, les centres commerciaux, le pavillon où le couple pouvait enfin vivre tranquillement, séparé de sa parentèle et du regard des voisins. À l'opposé, jusqu'au deuxième tiers du 20^e siècle dans les campagnes de l'Ouest, l'individu n'existait qu'à travers sa communauté paroissiale et son groupe familial. On vivait encore souvent à plusieurs générations sous un même toit. La société rurale était économe, rien ne se jetait. La mobilité était modeste. Il n'est qu'à voir le récent documentaire « Adieu Paysans » (Maurion, Moreau et Rozat, 2015) pour voir en images d'époque, la frugalité de la vie paysanne française des années 1950. Ce n'est qu'au cours des Trente Glorieuses que le nouveau mode de vie s'est généralisé à l'ensemble de la société, qui selon le terme consacré s'est « urbanisée ».

L'assimilation, c'est-à-dire l'acculturation portée à son terme, est telle que les campagnes semblent n'être plus alors qu'un « espace urbain du point de vue de la citoyenneté, des services et des modes de vie, mais rural du point de vue du décor » (Pouille et Gorgeu, 1997, p. 39). Cette idée issue d'observations sociologiques, a servi de fondement à des géographes pour nier jusqu'à l'existence de l'espace rural (Levy, 2014). Avec les évolutions des sciences humaines et sociales, on peut objecter d'une part que « le décor » en question, c'est-à-dire l'environnement de vie des individus, loin de n'être qu'une toile de fond, agit non seulement sur nos ressentis sensoriels, mais aussi sur nos comportements, nos expériences de vie et nos représentations mentales (Berque, 2015). D'autre part, l'effet de la taille de la communauté humaine agit sur les fonctionnements sociaux. Ainsi, dans son volumineux ouvrage, M. Ricard (2013) consacre plusieurs pages argumentées sur la différence entre les grandes villes et les campagnes (à laquelle il intègre les petites villes) quant aux comportements pro-sociaux, tels que l'échange de parole, l'entraide illustrée par exemple par le don du sang observé au Québec (Cloutier et al., 2011) et le bénévolat (Lecompte, 2016⁶), ou encore la dimension informelle et directe des relations citoyennes (Lugand, 1983). Finalement, si l'environnement de vie et la petitesse des communautés humaines influencent la vie des habitants, alors la ruralité existe toujours. Elle n'est plus bien sûr celle du passé, il s'agit d'une ruralité nouvelle, une « alter-ruralité » selon le terme proposé par P. Versthegh et S. Meeres (2015).

Or, cette alter-ruralité est dans l'air du temps. Car après les bénéfices de l'émancipation matérielle et sociale de l'individu en lien avec l'urbanisation, par une sorte de retour de balancier les pratiques propres au monde rural sont actuellement en train d'être réappropriées par notre société. Quelles sont ces pratiques caractéristiques des sociétés paysannes, qui étaient jusqu'aux années 1990, au mieux impensables ou au pire raillées, et qui sont aujourd'hui à la mode selon un cycle connu qui transforme avec le temps celui qui est en retard, puis ringard, en avant-gardiste vintage ? Reprenons les caractéristiques des sociétés paysannes listées par H. Mendras (1967) : un monde de travailleurs de la terre assurant la production de nourriture et le maintien de la fertilité ; une société aux rythmes sociaux intimement liés à la nature ; une société enracinée d'interconnaissance attachée aux lignages ; une société en autonomie alimentaire et énergétique ; une société où la régulation des conflits est

⁶ Lecompte R., 2016, Dans les petits villages, le système D est vital, Ouest-France du 7 avril 2016

menée en interne pour préserver le consensus apparent, l'effet de lieu masquant l'effet de classe. Alors bien sûr, il ne s'agit nullement d'une « résurrection » à l'identique des sociétés paysannes séculaires, toutefois nous observons dans la société actuelle le retour de thèmes tels que : l'autonomie, la durabilité, le retour à des pratiques de vie notamment alimentaires plus en lien avec la nature, la reterritorialisation, le lien social et les communautés.

Le premier grand thème mêle l'autonomie, la durabilité, le lien à la nature et au local. La question la plus médiatisée est la question alimentaire : se nourrir soi-même, entretenir un potager et entretenir un petit poulailler sont de pratiques paysannes traditionnelles devenues d'importants sujets d'actualité (illustration 1). On peut rapprocher cela de l'aspiration à renouer le contact avec la nature, ses rythmes et saisonnalités, notamment à travers l'alimentation. L'autonomie énergétique est réinterrogée de façon contemporaine et les campagnes de l'Ouest tant au travers l'organisation de filière liée à l'exploitation du bois de taille des bocages ou des projets photovoltaïques de grande ampleur comme dans le pays Thouarsais ou encore des projets éoliens, apportent des réponses tout à fait remarquables (G. Pierre, 2013). La durabilité, c'est aussi le recyclage qui va du compostage au tri sélectif, en passant par le réemploi de vieux objets ou d'anciens vêtements par des éco-recycleries sociales et solidaires qui couvrent le territoire rural de l'Ouest intérieur (Bioteau, 2014).

Le second grand thème a rapport avec le lien social et la communauté.



Cela s'exprime par le fait d'acheter des biens matériels à plusieurs, comme le font depuis 1945 les agriculteurs par le biais des CUMA (coopératives d'achat du matériel agricole) ou comme le faisait dans l'Ouest une association telle que Familles Rurales dès les années 1960 en déplaçant la machine à laver de fermes en fermes sur une remorque.

C'est aussi cohabiter entre générations ou entre personnes non apparentées. Ce concept reprend dans une version contemporaine et choisie, le mode de vie caractéristique des fermes qui jusqu'au dernier tiers 20^e siècle groupaient souvent parents, enfants, grands-parents, domestiques et ouvriers agricoles⁷.

Le regain de la communauté s'exprime aussi par la revalorisation des relations sociales de proximité par opposition à l'anonymat hier tant recherché. L'appartement puis très rapidement le pavillon au centre de sa parcelle, ont fait rêver dans les années 1970, la génération nombreuse encore des fils et filles de paysans en quête d'émancipation. D'ailleurs, B. Lassus (1977) a montré le lien entre jardins pavillonnaires et origines paysannes des habitants. Mais, aujourd'hui, le modèle du lotissement ne répond plus au désir de jeunes générations, saturées d'individualisme. Ces générations sont en quête de lien social, en quête de communautés : cette réalité est observable de multiples façons depuis les réseaux sociaux numériques, jusqu'aux marches blanches (Robert, 2016⁸). Ces générations réinvestissent l'extérieur pour des événements privés tels que des apéritifs, des pique-niques, des grillades. La ressource territoriale est de nouveau valorisée, alors que la ressource de la mobilité est de plus en plus interrogée⁹. Il est également de bon ton d'appartenir à un réseau d'approvisionnement de nourriture en circuits courts, dont le prestige semble s'accroître avec sa dimension informelle.

Il me semble que l'intégration de l'ensemble de ces comportements nous mènera vers la société future en émergence et qui effacera définitivement le clivage urbain-rural, non pas en excluant et niant les héritages de la société paysanne passée pour vanter une « victoire » urbaine, mais en

⁷ Dans les années 1960-70, mes grands-parents qui étaient des maraîchers de la région nantaise, hébergeaient les jeunes saisonniers agricoles âgés de 16 à 20 ans venus des campagnes de Bretagne. Ces derniers les appelaient « grand-père » et « grand-mère », et gardèrent à ma grande surprise de « véritable petite enfant » de mes aïeux, cette habitude quand, bien des années après, ils venaient leur rendre visite.

⁸ A.-C. Robert, 2016, « La stratégie de l'émotion », *Le Monde Diplomatique*, n° 743, février 2016

⁹ Ainsi un récent article du magazine *Sciences Humaines* met en une les travaux du sociologue T. Sigaud, pour poser la question : « Déménager aide-t-il à trouver un emploi ? ».

intégrant l'ensemble de l'histoire qui nous compose, pour trouver un équilibre entre individu et communauté, entre société et nature, entre ancrage et mobilité, etc.

22. L'enjeu de valoriser la ruralité comme mode de vie

L'enjeu est donc pour les campagnes de se valoriser non pas seulement en tant que cadre de vie, mais aussi en tant que mode de vie. Pour cela, il convient de revaloriser au sein des sociétés rurales elles-mêmes ces pratiques et comportements.

Le paradoxe est que ces comportements (autonomie, durabilité, recyclage, communauté, ...) qui existent de façon encore très prégnante dans les espaces ruraux et périurbains de l'Ouest, alimentent essentiellement le discours sur la ville, à tel point qu'ils semblent que les citadins des villes denses viennent d'inventer toutes ces pratiques. Ainsi, ma surprise fut grande et teintée de moquerie, d'être invitée par réseau social, au premier anniversaire du compost de Paris le 17 octobre 2015 ! De même, les conversations avec des collègues de l'université me font sourire lorsqu'ils semblent découvrir avec fierté le tri sélectif. Il faut dire à leur décharge que Nantes-Métropole, via ses pages web n'hésite pas à formuler ainsi en avril 2016 : « *Le dispositif de collecte des déchets ménagers « Tri'Sac » est une première en France. Nantes Métropole a adopté ce système de collecte, sur le territoire de la ville de Nantes, pour développer le tri sélectif en milieu urbain (75 % d'habitat vertical à Nantes). Depuis septembre 2013, l'ensemble des habitants de l'agglomération bénéficie d'un système de collecte sélective (bacs jaunes, sacs jaunes ou Tri'Sac). Cette nouvelle étape vient écrire une nouvelle page de la gestion des déchets engagée depuis dix ans sur Nantes et son agglomération.* ». Les rédacteurs de ces mots semblent ignorer que le tri sélectif existe dans les territoires situés à ses portes depuis le milieu des années 1990, que le compostage, le dépôt volontaire en déchetteries et éco-recycleries, et même depuis 2011 dans de nombreux endroits la facturation des poubelles à la levée, sont généralisés dans les espaces ruraux et périurbains de Loire-Atlantique, Vendée et Maine-et-Loire (Ademe, 2015). Il est donc intéressant de constater combien la collectivité urbaine manipule sa communication pour transformer un retard patent de près de 20 ans, en innovation nationale.

À l'extrême opposé, le mouvement *Familles Rurales* du Maine-et-Loire m'avait contacté au sujet des redéfinitions territoriales liées à l'intercommunalité dont ils souhaitaient mesurer les effets sur leur organisation en réseaux. Rappelons que ce mouvement a été créé pendant la Seconde Guerre mondiale sur le principe de l'entraide aux familles et la solidarité ville-campagne pour soutenir l'approvisionnement alimentaire des citadins et l'accueil des enfants à la campagne. Ils fédèrent depuis une multitude d'associations locales, qui dès l'après-guerre ont organisé de façon très modeste, le co-achat et le prêt d'appareils électroménagers pour alléger la charge domestique des femmes, mais aussi l'animation des loisirs des enfants à travers les « ruches » ancêtres des actuels centres de loisirs. Les principes de ce mouvement répondent donc aujourd'hui complètement au modèle d'autonomie et de communauté prôné par les pratiques nouvelles. D'ailleurs une association de la fédération de Loire-Atlantique a été sollicitée par Nantes Métropole pour partager son savoir-faire sur les jardins partagés. Pourtant le mouvement *Familles Rurales* doute totalement de lui même dans un contexte de mutations sociales et territoriales qui l'ébranle. Je me suis donc retrouvée à démontrer, lors d'une conférence¹⁰, combien leurs fondements pouvaient trouver écho parmi les jeunes générations s'ils voulaient le voir et moderniser leur vocabulaire militant.

Aujourd'hui, la grande ville joue sans complexe sur tous les tableaux, valorisant l'hyper-modernité (Asher, 2005 ; Lipovetsky, 2004 ; Aubert, 2004), elle joue aussi l'alter-modernité (Bonnaud, 2004) en maniant avec habileté l'art médiatique de faire plus campagne que la campagne.

¹⁰ 24 avril 2015 : Conférence introductive « S'adapter à un monde changeant, sans se renier » à l'assemblée du réseau Familles Rurales du Maine-et-Loire sur le thème « L'évolution des collectivités territoriales : quel impact sur la vie associative ? »,

Cela a commencé à Paris en 1989 avec la transformation en une nuit des Champs Élysées en un vaste champ de blé à moissonner. En mai 2010 puis en juin 2015, la même avenue a été transformée en potager géant. On observe la même chose à l'échelle de Nantes. En 2013, la municipalité nantaise a transformé les berges pavées de l'Erdre en jardin potager avec guinguette et a récemment planté un verger au pied du château, sans parler des multiples opérations valorisant l'agriculture urbaine. Fin 2014, le conseil de développement de Nantes Métropole a invité ma collègue C. Margetic et moi-même pour un débat public sur les campagnes. L'institut Kervégan, think tank nantais bien connu, existant depuis la fin des années 1970, a lancé pour 2016 un atelier intitulé « Un monde en transition : voir et accompagner l'innovation dans le monde rural ». Cela s'exprime jusque dans la publicité. Ainsi sur la Loire, l'ancien quartier industrialo-portuaire abandonné est en reconversion. C'est le lieu de l'énorme projet urbain « Ile de Nantes », dominé par des immeubles de grande hauteur aux architectures branchées. Pourtant, fort curieusement une affiche publicitaire pour vendre ces appartements met en scène au milieu de ce quartier branché, un habitant les pieds dans la terre d'un jardin, visiblement collectif, tenant en main une magnifique salade fraîchement cueillie. À l'opposé, malgré l'importance des actions qui s'y déroulent, la campagne se tait. Quelques uns communiquent à travers des pages web tels que *Terri(s)toires*¹¹ ou *Timbre FM*¹² dans le Morbihan, par exemple. Mais, les élus ruraux n'ont encore que trop souvent pour tout idéal de « faire moderne » et surtout ne pas « faire campagne » pour reprendre le titre d'un colloque organisé par l'UMR ESO en 2005 à Nantes.

23. Un des leviers d'action pour l'espace rural : redonner voix aux ruraux

Au-delà de la seule question de la densité, l'urbanisme rural doit donc être interrogé quant à sa capacité à exprimer la ruralité comme mode de vie, et pas seulement comme cadre de vie.

L'architecte P. Verstegh explique la problématique actuelle de l'urbanisme en espace rural et périurbain par la panne de l'imaginaire rural, il va même jusqu'à affirmer que « la ruralité souffre d'extinction conceptuelle », nous ne sommes plus capable de la penser, de lui donner voix. En effet, les campagnes n'ont pas les ressources professionnelles pour communiquer sur leur image rurale certes, mais elles souffrent aussi et surtout de ne savoir attribuer de valeur à leurs pratiques, jugées banales ou pour lesquelles elles ont intégré au cours des décennies passées le caractère archaïque ou ringard. Ce phénomène d'acculturation est le plus net parmi les élus ruraux âgés, de catégorie sociale modeste, qui n'ont jamais quitté leur région, et qui ont passé l'essentiel de leur vie dans le champ de l'imaginaire de la modernité. Que la campagne soit fière d'être et de faire campagne, tel est sans doute, l'un des leviers à actionné. Pour cela, il manque un mouvement rural de « empowerment » ou de « pride », comparable à celui des agriculteurs de la région au milieu du siècle dernier autour d'un mouvement tel que la JAC. Les forces existent, retraités natifs ayant une expérience extérieure, jeunes diplômés et entrepreneurs locaux, militants alternatifs, agriculteurs, nouveaux habitants, mais elles ne s'agrègent pas pour formuler l'expression et la pleine participation rurale et périurbaine au projet social et territorial commun. Au tournant de 2010, quelques élus de la majorité du conseil départemental de Loire-Atlantique ont envisagé de structurer un groupe autour d'une telle idée¹³, mais celle-ci a été jugée clivante par le parti qui l'a enterrée. Dans le même temps, les métropoles s'expriment clairement sur ce qu'elles sont et projettent leurs désirs sur les espaces qui les environnent

¹¹ « Terri(s)toires est un webzine dédié aux initiatives citoyennes et aux modes de vie. Il a pour ambition de révéler les territoires de l'Ouest, au-delà de leurs frontières habituelles. Aux territoires "réels" se superposent ainsi ceux que l'on a dans la tête, différents selon nos façons d'habiter, de travailler, de bouger, d'échanger, de sortir... » (présentation du site).

¹² « La radio Timbre FM est un projet associatif et se veut un outil de communication locale adapté à notre territoire rural, pour animer la place publique et permettre à toutes et à tous de s'y investir. Espace démocratique de libre expression, Timbre FM est un média participatif qui souhaite favoriser le lien social et l'échange sur notre territoire (présentation du site). Leur slogan est « La radio de campagne à l'adresse du monde ». Elle existe depuis 2009.

¹³ 15 avril 2010 : Conférence « L'évolution des espaces ruraux » au Conseil général de Loire-Atlantique

tout en les privant d'expression, comme l'a décrit B. Bisson¹⁴ dans la relation de la ville de Rennes avec ses périphéries, ou de façon plus globale P. Versteegh (2015).

Les campagnes pourraient mettre en valeur beaucoup plus qu'elles ne le font, la ruralité entendue comme une communauté humaine de petite dimension, favorable à des processus informels fondés sur la confiance mutuelle et des comportements pro-sociaux, dans un environnement peu dense, proche de la nature, de ses rythmes et de ses potentiels. Les déclinaisons en matière d'aménagement sont innombrables. Je ne développerai qu'un exemple possible à creuser : les campagnes de l'Ouest comptent encore beaucoup de « communs » villageois (place, puits, four, mare, pré, chemin, ...) propriété collective des habitants, échappés au mouvement de privation des terres communes au moment de la première révolution agricole contemporaine, au 19^e siècle (Mazoyer et Roudart, 1997). Ainsi, après le Pays de Machecoul et Logne quelques années plus tôt, le Pays du Vignoble nantais a lancé en 2014, un vaste inventaire des communs et de leur utilisation actuelle, pour soutenir voire dynamiser la vie collective villageoise. Une telle action mériterait une médiatisation « branchée », non pas en tant que patrimoine comme cela est très largement le cas, mais en résonnance avec les aspirations des nouvelles générations, sur la question de la société de partage, du lien social et des biens communs (Coriat, 2015).

3 – Le balancier du sens

31. De l'avoir à l'être

Depuis la fin du 20^e siècle marquée tant par la chute du bloc de l'Est, que par l'invention d'internet, nous vivons dans un monde en mutation de plus en plus rapide et caractérisé par une faible lisibilité du futur.

Si hier le paysan a envisagé de passer du cheval au tracteur, puis du petit tracteur au gros tracteur avec cabine climatisée ou GPS, il avait la certitude de demeurer un producteur agricole. Aujourd'hui, un agriculteur ignore si demain il cultivera pour nourrir de façon diversifiée les habitants des environs, pour alimenter une filière agro-alimentaire spécialisée, s'il produira de l'énergie éolienne, solaire ou par méthanisation, s'il produira des plantes pour l'industrie énergétique ou pharmaceutique, s'il fera faillite ou encore racheté et salarié par des groupes financiers. Il en est de même dans l'industrie où après l'économie de production caractérisée par l'amélioration des moyens de production dans un contexte de demande pléthorique, est venue au milieu des années 1970 l'économie de marché, caractérisée par une surabondance de l'offre et un travail d'adaptation à la clientèle. Aujourd'hui, l'industrie doit faire face à une économie d'environnement caractérisée par des alternances fortes et rapides des deux cas précédents avec des cours et des financements changeants et un niveau d'incertitude irréductible élevé. Bref, l'idée de progrès¹⁵ ne suffit plus pour envisager l'avenir, l'idée de développement a perdu son sens, comme l'a développé le courant de la post-modernité (Crook et al., 1992). Le cours des choses semblent devenu sans direction, ni but. Dans le contexte de la modernité, l'idée selon laquelle l'amélioration matérielle de nos conditions de travail et de vie allait nous conduire au bonheur était telle, que ce qui est un processus était devenu le but. « Avoir plus pour être mieux », tel était au fond notre slogan. Il est vrai que l'amélioration matérielle des conditions de vie a eu un effet spectaculaire. En un siècle, les Français ont gagné +40% de vie, la mortalité infantile a été quasiment éradiquée, etc... On ne peut que se réjouir de telles améliorations. Toutefois, l'idée que le progrès, que le développement, que le plus, nous conduisent incontestablement au bonheur, a perdu de son pouvoir.

Notre société est ré-interrogée sur son sens, avec les deux notions contenues dans le mot : direction et signification. Individuellement cela se traduit par l'essor spectaculaire du travail psycho-thérapeutique dont le but est bien pour l'individu de réinterroger le sens à sa vie, au-delà de sa réussite matérielle.

¹⁴ Intervention de B. Bisson dans le cadre d'un séminaire de l'équipe de recherche ESO UMR 6590, sur sa thèse en cours "L'urbanité au prisme des modes d'habiter : une approche géopsychologique au service de l'aménagement" sous la direction de S. Depeau, le 21 mars 2016 à Angers

¹⁵ Le progrès fût le thème d'une conférence de l'ONU en mai 2015.

Collectivement, la remise en cause de la notion de développement nous ramène à nos invariants : quel est notre cap dans un environnement mutable et incertain. Que ce soit lors des ateliers « Loire-Atlantique 2030 » auquel j'ai participé, ou à l'échelle nationale à l'occasion des attentats, on constate bien comment l'interrogation sur les valeurs reprend une place importante dans le débat public. Notre société semble passée d'une valorisation de l'avoir à une valorisation de l'être.

32. L'enjeu d'éviter l'égaré individuel et collectif

La question de l'être est d'autant plus sérieuse que l'individu subit actuellement une rétraction spatio-temporelle, provoquée par l'amélioration des moyens de communication et de transport. Qui suis-je dans un monde où les repères de temps et d'espace se transforment « à toutes vitesses », pour reprendre l'expression de J. Ollivro (2000) ?

Deux ouvrages récents jettent un pont nouveau entre santé mentale individuelle et collective et géographie. L'un est d'un sociologue M. Billé (2014) et l'autre d'un neurologue L. Naccache (2015). Ils utilisent l'analogie avec une pathologie, Alzheimer et l'épilepsie, pour envisager une interprétation aux difficultés individuelles et collectives de la société contemporaine.

M. Billé montre comment la maladie d'Alzheimer dont il n'est pas démontré qu'il s'agisse bien d'une maladie (Baqué, 2016¹⁶) mais plutôt d'un ensemble de symptômes, propose d'interpréter cette pathologie comme l'expression, à travers certains individus boucs émissaires, de trois dysfonctionnements collectifs : l'égaré dans l'espace, l'égaré dans le temps et la difficulté de relation à autrui. Nous sommes égarés dans l'espace : Sans GPS, beaucoup sont perdus. Avec GPS beaucoup ignorent le déplacement, les vitres fumées et les lecteurs DVD remplacent le spectacle du voyage. Nous sommes égarés dans le temps : Beaucoup de nous vivons « hors-sol », dans une ambiance éclairée et climatisée quelles que soient l'heure ou la saison. L'âge a perdu sa valeur de connaissance et de sagesse, pour se résumer à l'obsolescence et l'inutilité. Le présent et a fortiori l'avenir n'ayant que très peu à voir avec le passé, l'histoire a perdu de son sens et la plupart des personnes font table rase du passé, favorisent l'amnésie collective. Enfin, la difficulté relationnelle à l'Autre peut se résumer par la connexion numérique constante, mais une grande difficulté à nouer des relations vraies, émotionnellement stables et nourrissantes. M. Billé achève son propos en montrant que si la dimension spatio-temporelle qui est notre espace d'incarnation, perd de sa consistance, c'est alors le sens même de notre existence qui perd de sa structure. La rétraction spatio-temporelle nous conduit à l'égaré.

L. Naccache, neurologue, arrive à une conclusion convergente à partir du paradoxe du voyage immobile. Alors qu'il n'a jamais été aussi simple de voyager, le dépaysement ne va plus de soi. Qui n'a pas fait l'expérience d'un voyage où à l'arrivée la question est bien de savoir si véritablement on a bougé : l'aéroport est le même qu'à votre départ, les enseignes sont les mêmes, la rue commerçante, la ville ou la station balnéaire est la même. Les voitures, les habitants, les vêtements, la nourriture : tout se ressemble entre lieu de départ et lieu d'arrivée. Ce spécialiste de l'épilepsie se lance donc dans une analogie entre le microcosme neuronal et le macrocosme social. Les symptômes communs sont les suivants : hyper-connectivité fonctionnelle de lieux distants, hyper-similarité de ces lieux et appauvrissement du contenu des échanges entre chacun de ces lieux. Au niveau neuronal, ces symptômes déclenchent une crise d'épilepsie : l'individu perd conscience, c'est-à-dire sa capacité à porter un regard subjectif sur le monde et sur lui-même. Au niveau social, l'hyper-similarité, l'hyper-connectivité et la banalisation des lieux et des contenus de nos échanges génèrent selon L. Naccache une société en « crise d'épilepsie », c'est-à-dire une société qui ne peut produire autre chose que ses actes, qui devient aveugle à ses propres actions, dépourvue de sens critique, prévisible, inexorable, inflexible (p.64)¹⁷. La question des lieux et donc de la géographie apparaît ici fondamentale.

¹⁶ Baqué Ph., 2016, *Alzheimer, maladie politique*, Le Monde Diplomatique, n°743, février 2016

¹⁷ Tobie Nathan, professeur de psychologie et philosophe, dans une conférence de 2015, intitulée « Est-il possible de rendre l'autre amoureux ? » sur la Web TV de l'Université de Nantes, explique que la relation amoureuse est une rencontre avec

L. Naccache explique l'importance de la mémoire des lieux dans la construction de la mémoire subjective, donc de l'identité de la personne (p.108). Dans notre cerveau, les cellules de lieux sont dans la zone des mémoires : « Se souvenir correctement des lieux contribue à la conscience que nous avons de nous mêmes » (p.109). Dans la mémoire, tout souvenir est spatialisé, c'est pourquoi fonctionne si bien la technique de mémorisation par spatialisation des objets, connue sous le nom de la « chambre romaine »¹⁸.

Les deux auteurs concluent donc de façon similaire qu'être incarné dans le temps et dans l'espace est le fondement de l'identité de l'être humain. Être égaré dans le temps et l'espace, c'est perdre la conscience de soi-même et, à l'échelle collective devenir une société inconsciente, « malade d'Alzheimer » pour l'un ou « en crise d'épilepsie » pour l'autre. L. Naccache conclue « cette question me semble pouvoir alimenter les débats contemporains autour de l'urbanisation de nos cités, et plus largement sur la manière de construire des lieux suffisamment similaires qui pourraient ainsi favoriser « la pleine conscience du monde », et suffisamment différents afin d'éviter la perte de conscience épileptique macrocosmique » (p.110). L'enjeu est donc bien d'éviter que nous soyons tous, en permanence, individuellement ou collectivement « Lost in translation », pour reprendre le titre d'un film de S. Coppola de 2003.

33. Un des leviers d'action pour l'espace rural : clarifier les mots pour nommer les lieux

Au-delà de la seule question de la densité, l'urbanisme rural doit donc être interrogé quant à sa capacité à offrir des repères dans le temps et l'espace, pour une meilleure relation à soi et à l'autre.

Les solutions préconisées par L. Naccache sont multiples. Certaines ne sont pas du strict ressort de la question urbanistique et rurale, tels que la préservation des corps intermédiaires entre l'individu et la société pour garantir un recul critique (éducation, culture, droit, séparation des pouvoirs, presse, associations, etc..) ou le développement de consignes de limitation volontaire des communications et déplacements (une journée par semaine sans internet). D'autres en revanche peuvent être déclinées dans notre perspective, en particulier le maintien et le respect de la différenciation des lieux. Il convient de trouver l'équilibre entre notre désir de duplication qui génère une familiarité qui nous rassure, et la banalisation généralisée des lieux qui produit égarement et perte de conscience de soi.

Du point de vue de l'aménagement, les déclinaisons à envisager sont multiples autour du grand objectif d'une plus grande diversité des lieux. J'insisterai ici seulement sur un point totalement négligé : l'importance particulière des mots et des noms pour désigner les lieux. L. Naccache illustrant son propos par la conquête de l'Amérique, affirme que tout commence toujours par le nom des lieux (*Nouvelle France, Nouvelle Orléans, etc*) pour aboutir à la colonisation des structures sociales et culturelles et in fine la banalisation des lieux (chap. 9 La reduplication du monde). Cette question est loin d'être anecdotique et éclaire d'un angle nouveau la disparition du mot « rural » remplacé par « sous influence urbaine » dans la terminologie de l'INSEE.

Dans les campagnes de l'Ouest, deux phénomènes illustrent cette question de sémantique.

Dans le langage commun de l'Ouest, le centre communal se nomme « *le bourg* » et les écarts fort nombreux qui groupent encore parfois la majorité de la population, s'appellent « *les villages* ». Au début des années 2000, la Poste a exigé dans certaines communes, une numérotation des maisons et un adressage à la rue, comme cela se fait en ville. Les municipalités ont obtempéré démembrant les villages en routes, au nom sans aucune signification pour les personnes, avec une numérotation qui s'étire sur des kilomètres¹⁹. A. Volvey a montré combien le lieu participe de l'identification²⁰

l'altérité, mais aussi par interactivité une rencontre avec soi-même. Ce mécanisme est le seul moyen pour l'individu de se développer, de changer. C'est pourquoi l'autre, mais aussi l'ailleurs dépaysant, attirent et permettent d'évoluer.

¹⁸ Cette technique est enseignée dans les formations de Mind Mapping.

¹⁹ Ainsi, mes grands-parents qui ont passé toute leur vie au village « Les Fosses » qui est une référence à la nature inondable de ce lieu-dit en bord de Loire, ont fini leur jour sans déménager, au n°104, route du Champ Blond.

subjective²¹. Entre eux, les habitants ont suggéré qu'on aurait pu numéroté les maisons par village. Ce qui était la base ancestrale de l'adresse des individus ruraux, le nom du village suivi du nom de la commune, a été balayé d'un revers de main pour des raisons techniques de distribution de courrier ! Les ruraux s'y sont pliés, tels des colonisés.

Autre sujet sémantique dans la région nantaise, la moindre grosse bourgade périurbaine ou rurale plante un panneau « *centre-ville* » pour indiquer la place de l'église, c'est-à-dire le centre du bourg. Et paradoxalement, plus on s'approche de Nantes, plus le terme de « bourg » est conservé et médiatisé. Ainsi en est-il du « *bourg de Saint-Herblain* » ou du « *bourg d'Orvault* », communes mitoyennes de Nantes comptant respectivement 43 500 et 25 000 habitants. Les mots perdent ici leur sens et inversent même la réalité vécue par les habitants.

Le choix des mots ou de la toponymie des lieux ne sont donc pas neutres et doivent aussi être interrogées, réfléchies, choisies, coordonnées. Il convient collectivement de constater d'une part, l'incohérence de nos vocabulaires pour redonner logique et sens aux mots de notre géographie et d'autre part, la monotonie et l'effarante banalité des nouveaux toponymes, notamment des rues de lotissements. Il en va de notre santé mentale individuelle et collective.

Conclusion

La société de demain ne vivra peut-être pas de façon aussi concentrée que ce que veulent bien véhiculer les penseurs de la très grande ville. Qu'est ce qui nécessitera notre agglomération physique dans un monde ultra-connecté ? Cet essai a pour but d'ouvrir les avenir possibles de la renaissance rurale, en émettant l'hypothèse d'une société non-agricole vivant de façon diffuse dans l'espace, une société ayant réintégré son héritage paysan après avoir digéré l'héritage urbain de la période industrielle ; une société aux pratiques plus équilibrées qu'aujourd'hui entre individu et communauté, entre mobilité et enracinement, entre homme et nature. Une telle perspective place les actuelles campagnes et espaces périurbains au cœur du débat. Le chantier pour envisager et préparer notre façon émergente d'habiter est immense et il ne suffira pas de transformer les lotissements en petits collectifs pour répondre à ses enjeux.

Cet article tente d'apporter non pas des réponses abouties et globales, mais des éléments ponctuels de réflexion qui méritent certainement d'être complétés. Une vaste perspective est posée : l'urbanisme rural contemporain doit être hédoniste en rupture totale avec la forme fordiste du lotissement ; rural dans son mode de vie en plus de son cadre de vie ; diversifié et territorialement ancré dans sa forme urbanistique et architecturale. Parmi les multiples propositions concrètes à envisager pour évoluer vers ce but, trois processus d'intégration sont suggérés pour élargir le débat. La première est l'intégration du concept de beauté dans la pensée urbanistique, non pas comme « ce qui est joli » mais comme un environnement qui exalte l'être humain du point de vue sensoriel, émotionnel ou intellectuel, et participe à son bonheur. La deuxième idée est de redonner voix aux ruraux eux-mêmes afin qu'ils intègrent pleinement et enrichissent la construction de la société et du territoire en émergence. La troisième est une bataille sémantique pour redonner les mots et les noms pour nommer et donc penser la ruralité, afin que cesse l'éclipse conceptuelle, qui voile en partie les possibles pour envisager un urbanisme rural contemporain et sortir des ornières actuelles.

²⁰ Notre carte d'identité comprend seulement en plus de notre nom et notre date de naissance, deux lieux : celui de notre naissance et celui de notre résidence.

²¹ Volvey A., communication « Transitionnelles géographies : la question de l'identité subjective dans la pensée géographique » au séminaire ESO UMR 6590 du 31 mars 2014 à Nantes.

Références bibliographiques

- Ascher F., 2005, *La société hypermoderne*, Éditions de L'Aube, Paris, 301 p.
- Aubert N. (dir.), *L'individu hypermoderne*, Édition Erès, Paris, 319 p.
- Bermond M. et Jousseau V., 2014a, « 1962-2007 : 45 ans d'évolution démographique », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p. 18-19.
- Bermond M. et Jousseau V., 2014b, « L'inversion des moteurs de la croissance démographique », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p. 20-21
- Berque A., 2010, *Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité*, Donner lieu, Paris, 150 p.
- Billé M., 2014, *La société malade d'Alzheimer*, Éditions Erès, 152 p.
- Bioteau E., « L'économie sociale et solidaire, une spécificité régionale », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p. 56-57
- Bonneau X., 2004, « Un alterurbanisme à l'heure de l'altermodernité ? Ou ce qu'habiter veut dire », *Urbanisme*, n°336, en ligne
- Bonnet F., 2016, *Aménager les territoires ruraux et périurbains*, rapport à la ministre de l'Aménagement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité, 129 p.
- Boutet D., 2009, *Pour un urbanisme rural*, L'Harmattan, Paris, 226 p ?
- Char R., 1948, *Fureur et mystère*, Gallimard, Paris (réédité en 1967), 215 p.
- Cloutier M.-S., Apparicio Ph. et Charbonneau J., 2011, « La géographie du don du sang au Québec : quelles variations régionales ? », *Cahiers de Géographie du Québec*, n°156, p. 471-490
- Criat B. (dir.), 2015, *Le retour des communs*, Éditions des Liens qui Libèrent, Paris, 297 p.
- Crook S., Pakulski J. et Waters M., 1992, *Postmodernization : Change in advanced society*, Sage Publications, 272 p.
- Davezie L., 2008, *La République et ses territoires*, Le Seuil, Paris, 109 p.
- De Botton A., 2007, *L'architecture du bonheur*, Mercure de France, Paris, 341 p.
- Giordini P., 2014, *La transition fulgurante*, Bayard culture,
- Giordini P. et Vaillant N., 2016, *La fulgurante re-création*, Bayard culture,
- Jousseau V., 2014, « Ré-inventer un urbanisme rural contemporain », in Margetic et al. (dir.), *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, p.144-145
- Jousseau V. et Talandier M., 2017, « Petites villes et bourgs en France. Méthode pour une base harmonisée », *Territoires en mouvements*, accepté à publication
- Kayser B., 1990, *La renaissance rurale*, Colin, Paris, 316 p.
- Lassus B., 1977, *Jardins Imaginaires, Les Habitants-Paysagistes*, Presses de la Connaissance, Paris, 192 p.
- Lenoir F., 2012, *La guérison du monde*, Fayard, Paris, 319 p.
- Levy J., 2014, « Les territoires ruraux seront urbains (ou ne seront pas) », Actes des 20^e controverses européennes de Marciac, en ligne
- Lipovetsky G., 2004, *Des temps hypermodernes*, Grasset, Paris, 186 p.
- Lugand J.-C., 1983, *Les petites villes : essai d'application de l'analyse de système aux petites collectivités urbaines*, thèse d'État, Toulouse, 650 p.
- Margetic C., Bermond M., Jousseau V. et Marie M., 2014, *Atlas des campagnes de l'Ouest*, PUR, Rennes, 300 p.
- Mazoyer M. et Roudart L., 1997, *Histoire des agricultures du monde, du Néolithique à la crise contemporaine*, Le Seuil, Paris, (réédité en 2002), 705 p.
- Mendras H., 1967, *La fin des paysans*, SEDEIS, Paris,
- Naccache L., 2015, *L'homme réseau-nable. Du microcosme cérébral au macrocosme social*, Odile Jacob, Paris, 148 p.
- Ollivro J., 2000, *L'homme à toutes vitesses*, PUR, Rennes, 179 p.
- Peron R., 2004, *Les boîtes. Les grandes surfaces dans la ville*, L'Atalante, Nantes, 222 p.
- Pierre G., 2013, *Produire pour son territoire. De l'autonomie agricole au projet collectif agro-énergétique dans l'Ouest français*, HDR, Angers
- Pinson J.-C., 2011, *Habiter la couleur*, suivi de *De la mocheté*, éditions Cécile Defaut, Nantes, 134 p.
- Pouille F. et Gorgeu Y., 1997, *Essai sur l'urbanité rurale. Cinq territoires ruraux, leurs serments et leur mode de gouvernance*, Syros, Paris, 128 p.
- Ricard M., 2013, *Plaidoyer pour l'altruisme*, NiL Editions, Paris, 928 p.
- Talandier M., 2012, « L'impact territorial des migrations d'agrément en France », in Bourdeau Ph. et Martin N. (dir.), *Post-Tourisme et migrations d'agrément*, L'Harmattan, Paris, p.181-205
- Talandier M., Jousseau V. et Nicot B.-H., 2016, « Two centuries of territorial dynamics: the case of France », *Regional studies, Regional science*, vol. 3, issue 1, en ligne
- Versteegh P. et Meeres, 2015, *Alter-rurality*, ARENA, Fribourg, 308 p.

Viard J., 2002, *Le sacre du temps libre*, éditions de l'Aube, Paris, 210 p.

Weber M., *La ville*, 1982 (édition originale en allemand, 1921), Aubier-Res-Champ urbain, 171 p.